

# Six économistes dictent leurs priorités au monde politique

■ Le groupe Ravenstein présente une liste de questions auxquelles il faudra répondre.

Le groupe d'économistes dit Ravenstein a fait connaître, ce mardi, les quatre grandes priorités sur lesquelles il aimerait voir les hommes politiques se pencher au cours de la prochaine législature. Etienne de Callatay (Degroof), Philippe Ledent (ING), Geert Vancronenburg (FEB), Peter Vanden Houte (ING), Caroline Ven (VKM) et Luc Sels (KUL) font partie de ce groupe créé il y a quelque mois à l'initiative de la Fédération des entreprises de Belgique. Parmi ses six membres, seul Luc Sels, doyen de la KUL, est donc un académique.

Se pose logiquement la question de l'indépendance de ce groupe vis-à-vis de la Fédération des entreprises de Belgique. "Nous ne sommes pas le porte-parole de la FEB, a répondu Etienne de Callatay. Chaque membre parle en son nom propre même si l'objectif est de dégager un consensus au sein du groupe. Par exemple, nous insistons sur la nécessité d'engager des personnes d'origines diversifiées. La FEB n'aurait certainement pas soulevé seule ce genre de problèmes."

Selon l'économiste en chef de la Banque Degroof, plusieurs de ses opinions vont d'ailleurs à l'encontre des positions officielles de la FEB. "Contrairement à la FEB, j'étais vigoureusement opposé à la baisse de la TVA sur l'électricité, rappelle-t-il. Au sujet des baisses de cotisations sociales, je préfère cibler les petits revenus pour favoriser l'emploi. La FEB a tendance à privilégier une baisse linéaire des cotisations sociales pour favoriser la compétitivité des entreprises."

## Des questions orientées

Selon Etienne de Callatay, un consensus a rapidement été trouvé sur le contenu du premier rapport du groupe Ravenstein. Et pour cause, les quatre priorités sont formulées sous forme d'interrogations plutôt que sous forme de solutions clé sur porte.

Les questions sont tout de même orientées. Citons, par exemple: com-

ment augmenter le nombre effectif d'années de travail? Ou: de combien faut-il réduire le handicap salarial?

*"On ne trouvera pas de question sur la meilleure façon de réduire les inégalités sociales, reconnaît Etienne de Callatay. Même si on ne répond pas aux questions, nous avons posé des choix en sélectionnant les questions."*

Mais revenons-en au contenu du rapport. Celui-ci s'articule autour de quatre grands thèmes que sont la formation, le taux d'emploi, la compétitivité et les finances publiques. Au niveau de l'emploi, le groupe s'interroge sur l'utilité de favoriser la formation en alternance. "Au premier trimestre 2014, il y avait 95 000 emplois vacants, a déclaré Philippe Ledent. Il existe une inadéquation entre l'offre et la demande. Ce n'est pas normal d'avoir autant de postes vacants en période de basse conjoncture."

De son côté, Caroline Ven s'est interrogée sur le niveau élevé des dépenses publiques. "Le problème, c'est que l'argent public est souvent utilisé pour des dépenses de fonctionnement et non pour des investissements, explique-t-elle. Selon la Banque mondiale, les pouvoirs publics ne sont pas efficaces en Belgique."

En revanche, les six économistes du groupe n'ont pas clairement signifié leur position sur la question du maintien ou non de l'indexation automatique des salaires. Seul Etienne de Callatay a rappelé, durant la conférence de presse, que cette

question n'était pas essentielle pour le devenir de l'économie belge.

## "Il est urgent d'agir"

Selon Philippe Ledent, il est indispensable de s'attaquer à ces quatre grands problèmes qui sont "une menace pour la croissance". "On a coutume de dire que la Belgique a bien résisté à la crise, a-t-il expliqué. Mais cette réalité cache bon nombre de problèmes."

Et de citer la production industrielle qui a chuté de 13% depuis le point haut d'avant la crise. Et de pointer un taux de chômage qui passerait de 8,5% à 12% en incorporant les différents groupes exclus des statistiques.

Précisons que le groupe Ravenstein a prévu de sortir deux rapports par an sur une thématique particulière. Le fruit de la prochaine réflexion du groupe devrait être publié d'ici quelques mois. Cette fois, les réponses aux questions devraient être formulées. Le consensus sera certainement plus difficile à atteindre.

Laurent Lambrecht

## Épinglé

### La Belgique attire les investisseurs, mais...

**Emplois** Le nombre d'investissements étrangers en Belgique a bondi de 4% en 2013. Le pays reste, comme en 2012, le cinquième Etat européen le plus attractif en matière d'investissements, ressort-il du 11<sup>e</sup> baromètre de l'attractivité en Europe du bureau de conseil EY. Selon ce dernier, 2013 a constitué une année record en termes d'investissements en Europe. La Belgique est toutefois à la traîne en matière de création d'emplois, avec une moyenne de 20 postes créés par projet d'investissement. Le nombre d'investissements étrangers en Belgique est passé de 169 en 2012 à 175 l'an dernier, parmi lesquels 118 sont des projets "totalement nouveaux", souligne EY. C'est cependant la Flandre qui a enregistré le plus d'investissements étrangers (65%). De son côté, la Wallonie n'a attiré que 20% de ces investissements (36 en 2013 contre 52 en 2012). La diminution est principalement marquée dans la province de Liège, où le nombre de projets est passé de 23 à seulement 10 l'an dernier. Seul le Brabant wallon enregistre une légère hausse, puisque le nombre de projets y a doublé en un an, passant de quatre à huit. (Belga)